



COUNCIL OF EUROPE CONSEIL DE L'EUROPE

Committee of Ministers
Comité des Ministres

Délégués des Ministres

Documents CM

CM(2007)60 1er juin 2007¹

998 Réunion, 13 juin 2007

4 Droits de l'Homme

4.1 Cour européenne des Droits de l'Homme

Election de juges – Liste de candidatures au titre d'Andorre

¹ Ce document a été classé en diffusion restreinte le jour de la diffusion. Il a été déclassifié lors de la 998^e réunion des Délégués des Ministres (13 juin 2007) (cf. CM/Del/Dec(2007)998/4.1).



Représentation permanente
de la principauté d'Andorre
auprès du Conseil de l'Europe

Strasbourg, le 15 mars 2007

Monsieur le Directeur Général,

J'ai le plaisir de vous informer que le gouvernement de la principauté d'Andorre a décidé lors de la session du 28 février 2007, de proposer la liste suivante pour l'élection du juge andorran à la Cour Européenne des Droits de l'Homme. L'ordre de préférence du Gouvernement andorran est le suivant :

- M. Josep CASADEVALL MEDRANO
Juge à la Cour Européenne des Droits de l'Homme
- Mme Maitena MANCIET FOUCHIER
Avocate
- M. Marc VILA AMIGÓ
Avocat

Vous trouverez ci-joint les curriculum vitae des trois candidats.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur Général, l'expression de mes meilleures salutations.

Melle Gemma CANO
Adjointe au Représentant Permanent
de la principauté d'Andorre auprès du Conseil de l'Europe

M. Philippe BOILLAT
Directeur Général
Direction Générale des Droits de l'Homme
Conseil de l'Europe

10, avenue du Président Robert Schuman - 67000 Strasbourg
Tél. 03 88 35 61 55 - Fax : 03 88 36 85 77 - rpand@andorra.ad

CURRICULUM VITAE
Josep CASADEVALL

I. Etat civil

Nom, prénom : CASADEVALL Josep
Date de naissance : le 10 septembre 1946 à Girona (Espagne). - Nationalité andorrane.
Marié, deux enfants (avocats à Andorre).
Adresse : 17, rue des Bouchers – 67000 Strasbourg.
Tél. : bureau 0388413020 – tél. privé 0388357846
Email : josep.casadevall@echr.coe.int

II. Études et diplômes et autres qualifications

- Licencié en droit (Madrid - UNED - 1978).

III. Activités professionnelles pertinentes

- Secrétaire général à la Mairie d'Andorre la Vieille (novembre 1970 à juillet 1980).
- Avocat au barreau d'Andorre (juillet 1980 à octobre 1998).
- Secrétaire général de l'Ordre des avocats (février 1984 à décembre 1992).
- Bâtonnier de l'Ordre des avocats (janvier 1993 à mars 1996).
- Juge à l'ancienne Cour européenne des droits de l'homme (mars 1996 à octobre 1998).
- Juge à la nouvelle Cour européenne des droits de l'homme (à partir de novembre 1998).
- Vice-président de la Section I de la Cour (novembre 98 à juin 2000).
- Vice-président de la Section IV de la Cour (à partir de novembre 2004).

IV. Autres activités

- Professeur adjoint de droit romain et de droit pénal à la faculté de droit de l'université nationale à distance espagnole, Seu d'Urgell, Lleida (1985 à 1998).
- Rédacteur du projet de loi andorrane Fond garantie automobiles (1991).
- Membre de la commission de l'Ordre des avocats pour la rédaction du rapport sur les chapitres de l'avant-projet de la Constitution concernant les droits, libertés et l'administration de la justice (1992).
- Membre de la commission de rédaction de la Loi qualifiée de la justice, après la promulgation de la Constitution (1993).
- Rédacteur du projet de loi sur le blanchiment d'argent (1995).
- Rédacteur du projet de loi du Ministère public (1995).
- Co-rédacteur du projet de loi sur le Notariat (1996).
- Co-rédacteur du projet de loi sur l'Aménagement du territoire et l'urbanisme (1998).

V. Activités dans le domaine des droits de l'homme

- Participation au colloque sur la protection des droits de l'homme, Ordre des avocats de Zaragoza (Espagne), 30-31 mai 1997.
- Conférence sur le système européen de protection des droits de l'homme, ouverture Cours d'été de l'Université Espagnole à Distance, Seu d'Urgell, 15 juillet 1997.
- Participation au Séminaire sur la Convention européenne des Droits de l'Homme (Conseil Supérieur de la Justice), Andorre, 20 mars 1998.

- Participation au Séminaire « Huit chroniques sur les droits de l'homme », le Protocole n° 11, Barcelone (Espagne), avril 1998.
- Conférence dans le séminaire « Un idéal cinquante ans après », Université de Lleida (Espagne), 13 octobre 1998.
- Conférence sur « Les Droits de l'Homme et le mode de fonctionnement de la Cour sous sa nouvelle forme », Nicosie (Chypre), 17 avril 1999.
- Participation au VIe colloque « Droit humanitaire », Croix Rouge, Soria (Espagne) 20 juillet 1999.
- Participation au Séminaire sur « L'aide à l'accès au droit et à la justice » (Conseil Supérieur de la Justice), Andorre, 18-19 octobre 1999.
- Conférence sur « Enfance et droits de l'homme », organisé par l'Unicef, Andorre, 11 mai 2000. Participation au « Forum de l'éducation aux droits de l'homme » (Conseil de l'Europe), Budapest, 10 novembre 2000.
- Séminaire sur les Droits de l'homme à Strasbourg avec l'Association européenne d'Avocats, mai 2001.
- Table ronde sur « Le Ministère public et les exigences du procès équitable », Palais de Justice, Paris, 15 novembre 2002.
- Participation à la Journée sur « La protection des minorités nationales et les Cours Constitutionnelles » (Andorre), 3 octobre 2003.
- Conférence sur la protection des droits de l'homme en Europe (La Convention), Patronat Català Pro Europa, Barcelona, 13 mai 2004.
- Conférence sur « L'interprétation de l'article 6 de la CEDH par la Cour », Congrès des Droits de l'homme, Istanbul, 16-19 mai 2004.
- Séminaire sur les Droits de l'homme à Alcalá (Madrid). « Table ronde sur la jurisprudence de la CEDH », 11 novembre 2005.
- Journée de formation sur les Droits de l'homme à la Police d'Andorre, 25 novembre 2005.
- Participation au colloque sur les Contrats et les Droits fondamentaux (Regard des juges européens), Université d'Avignon, 12 janvier 2007.

VI. Publications

Préface dans « Recueil et commentaires des articles de la Déclaration Universelle », Ordre des avocats d'Andorre, 1999.

« Utopie et réalité des droits de l'homme » (collectif), chapitre sur la Convention et la Cour, UNED, Madrid, 1999.

« La protection internationale des droits de l'homme » (collectif), chapitre sur la Convention et le fonctionnement de la Cour après le Protocole n° 11, Université de Lleida (Espagne), Tecnos, 2001.

« Notes sur la question des minorités nationales dans la Convention et la Jurisprudence de la Cour des droits de l'homme ». Publication du Tribunal Constitutionnel d'Andorre à l'occasion de son 10 anniversaire (2004).

Chronique « Synthèse sur la Convention », publication Info Europa, n° 5, mai-août 2004 (Barcelone).

« El Conveni europeu de drets humans, el Tribunal d'Estrasburg i la seva jurisprudència », Bosch Editor, Barcelona, 2007

VII. Connaissances linguistiques

Langue	Lire			Ecrire			Parler		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
a. Langue maternelle Catalan	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Langues officielles									
Français	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Anglais	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
c. Autre langue									
Espagnol	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

VIII. Autres informations pertinentes

IX. Je confirme que je transférerai ma résidence permanente à Strasbourg au cas où je serais élu juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme.

CURRICULUM VITAE
Maïténa MANCIET FOUCHIER

I. Etat civil

Nom, prénom : Maïténa MANCIET FOUCHIER
Sexe : Féminin
Date et lieu de naissance : 06/01/1959 à Paris (France)
Nationalité : Andorrane

II. Études et diplômes, et autres qualifications

Baccalauréat A5 (trois langues vivantes) au Lycée Sasserro à Nice (France)
Diplôme d'Etudes Approfondies (DEA) de Droit Economique à la Faculté de Droit et de Sciences Economiques de l'Université de Nice (France) -1982.
Doctorat d'Etat de Droit Privé à la Faculté de Droit et de Sciences Economiques de l'Université de Nice (France) -1985- Prix de thèse 1985.

III. Activités professionnelles pertinentes

Description des activités juridiques

1983 : Chargée de Travaux Dirigés en droit civil (première année) à la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de l'Université de Nice.
1985 : Responsable de la gestion juridique du secteur Immobilier de la Caisse Andorrane de Sécurité Sociale.
1986 : Avocate en collaboration.
1989 : Création d'un cabinet d'avocats
1992 : Avocate en association professionnelle dans un cabinet de groupe.

Orientation professionnelle principale en droit administratif et droit des affaires:

- Droit administratif :
 - Secrétaire pendant dix ans de la Réunion des Maires des communes d'Andorre.
 - Conseil à différentes communes.
 - Conseil à différents Ministères (Ministère de la Santé et du Bien-être, Ministère de l'Environnement).
 - Assesseur juridique de la commune d'Escaldes-Engordany depuis treize ans.
- Droit des affaires :
 - Participation aux Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de Sociétés, en qualité de Secrétaire juriste et d'Avocat Conseil.
 - Rédaction et négociations de contrats commerciaux.
- Réalisations particulières dans le cadre de la profession d'Avocat entre 1992 et 2007:
 - Rédaction de normes et textes réglementaires pour plusieurs communes.
 - Rédaction du projet de Loi de la Caisse Andorrane de Sécurité Sociale.
 - Rédaction du projet de Loi Qualifiée sur l'Immigration et d'une partie de ses règlements d'application.
 - Rédaction de la Loi Qualifiée sur l'adoption et les autres formes de protection des mineurs en danger, et d'une partie de ses règlements d'application.
 - Collaboration à la rédaction de la Loi sur les Résidus, Co-rédaction d'un pré projet de Loi sur les Armes et les Armuriers.
 - Collaboration à la rédaction de différents règlements pour divers Ministères.

IV. Activités dans le domaine des droits de l'homme

V. Activités publiques - Mandats électifs

- Conseiller Général (Parlementaire), membre de la Commission chargée des thèmes d'Intérieur et de Justice. (2003 2004).
- Plusieurs fois membre du Conseil de l'Ordre du Barreau des Avocats.

VI. Autres activités

Professeur vacataire de droit Andorran à la Faculté de Droit et des Sciences Economiques et Sociales de l'Université de Toulouse Années universitaires 2004-2005 et 2005-2006

VII. Travaux et publications**VIII. Connaissances linguistiques**

Langue	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
a. Première langue catalan	TB			TB			TB		
b. Langues officielles: anglais français			AB			AB			AB
c. Autres langues: espagnol	TB			TB			TB		
	TB			TB			TB		

IX. Autres éléments pertinents**X. Veuillez confirmer que vous déclarerez votre résidence à Strasbourg dans le cas où vous seriez nommé(e) juge à la Cour.**

Je confirme que je m'installerais de manière permanente à Strasbourg au cas où je serais élue juge à la Cour.

A Andorre la Vieille, le 13 mars 2007

**CURRICULUM VITAE
VILA AMIGÓ Marc**

I. Etat civil

Nom, prénom : Marc VILA AMIGÓ
Sexe : Masculin
Date et lieu de naissance : 05/05/1961 à Andorra la Vella
Nationalité : Andorrane

En disposition de s'installer à Strasbourg

II. Études et diplômes, et autres qualifications

Maîtrise en Droit à l'Université de Barcelone (1986)
Maîtrise en Philosophie à l'Université de Barcelone (1985)
Certificat of Proficiency in English de l'Université de Cambridge (1987).
Diplôme Supérieur pour l'Enseignement du Français à l'étranger à "Institut Français de Barcelone, délivré par l'Université de Toulouse-Le Mirail (1982)

III. Activités professionnelles pertinentes

Avocat (2000-2007)
Collaborateur à l'étude du notaire Maître Marc Vila Riba (1986-1991).

IV. Activités dans le domaine des droits de l'homme

Membre de la Commission Européenne des droits de l'Homme (1996-2000).

V. Activités publiques

Ministre des Affaires Étrangères au 1er gouvernement constitutionnel de la Principauté d'Andorre (1994)

VI. Autres activités

Membre fondateur et PDG de Premsa andorrana, S.A., société editrice du Diari d'Andorre (1991-1994) et Président du Conseil d'administration depuis 2001.

Membre fondateur et vice-président de l'Institut Andorran des Droits de l'Homme (2006-2007).

Membre fondateur (1994), Chargé des relations internationales (1995) vice-président du Comité andorran pour l'UNICEF (1996), Président du Comité (1999-2005) et vice-président (2005-2007).

Professeur à la faculté de Droit de l'Université espagnole à distance à la Seu d'Urgell (UNED) : Droit Politique (1988-1994), Droit Naturel et Philosophie du Droit (1989 - 1994, depuis 1995), Droit international Public (1988-1992).

Enseignant vacataire à l'Université de Perpignan : Droit et Institutions Politiques de l'Andorre (1988 - 1992)

VII. Connaissances linguistiques

Langue	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
Catalan	x			x			x		
Anglais		x			x			x	
Français	x			x			x		
Espagnol	x			x			x		
Italien		x			x			x	

VIII. Autres informations pertinentes

IX. Je confirme que je transférerai ma résidence permanente à Strasbourg au cas où je serais élu juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme.